

Hommage à Nelson Mandela

La FSU rend hommage à Nelson Mandela. Son combat pour la justice, l'égalité des droits laisse un héritage précieux à l'humanité toute entière. La FSU continuera, avec d'autres organisations, à faire vivre et donner une réalité aux valeurs universelles que symbolise aujourd'hui Nelson Mandela.

« L'éducation est l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde ». Nelson Mandela



Signez et faites signer la pétition intersyndicale

Le « Tout CCF » c'est toujours NON !

Deux ans après sa généralisation, le CCF, mode de certification des diplômes de la voie professionnelle continue de générer stress et mécontentement.

Le Contrôle en Cours de Formation (CCF), mode de certification des diplômes, généralisé avec la réforme de la voie professionnelle, a largement aggravé les conditions de travail des enseignants et celles des études des élèves de l'enseignement professionnel. Aujourd'hui, la désorganisation de la scolarité des élèves et celle des établissements est patente. Ces « usines à gaz » ainsi qu'en parle le ministère lui-même, n'en finissent pas de produire des effets négatifs.

Cette situation alarmante a conduit l'intersyndicale de l'Enseignement Professionnel Public à solliciter à plusieurs reprises une audience au ministère.

Il aura fallu attendre ce mois de novembre pour qu'enfin le ministère organise la concertation avec les Organisations syndicales et fasse des propositions sur les CCF, entre autres, pour dit-il, en simplifier l'organisation qu'il estime lui-même problématique et chronophage.

Pour remédier rapidement à la situation, il a proposé de remplacer une partie des CCF par des évaluations en cours d'année. Ces dispositions, qui ne répondent pas à nos revendications, n'améliorent en rien le mode de certification des élèves, remettent en cause l'indemnité CCF versée aux enseignants, posent de nouveaux problèmes et risquent de renforcer les dérives de l'actuel CCF.

Aucune amélioration donc ni pour les enseignants, ni pour les élèves ! Il est urgent aujourd'hui de peser dans la discussion et de faire entendre nos propositions.

Nos organisations appellent les enseignants à signer cette pétition. Elles s'opposent au « tout CCF » et demandent le retour à un maximum d'épreuves ponctuelles.

Dernière réunion sur les CCF et PFFM au ministère, le 18 décembre : premières annonces

Intersyndicale : le travail collectif d'abord

L'intersyndicale académique de l'EPP (*SE-UNSA, CGT, SNETAA-FO, SGEN-CFDT et le SNUEP-FSU*) s'est réunie dans notre local, rue Mamert. Elle a protesté contre l'absence de documents de travail cinq jours avant la tenue du CAEN programmé pour le 2 décembre. Et bien sûr, elle avait décidé d'agir en unité en fonction des événements : contenu de la CF, réaction des établissements, demandes d'audiences communes...

Mais notre surprise était grande lorsqu'on a appris que le secrétaire académique du SNETAA-FO, a joué « en solo » alors qu'on était en plein échange avec les autres organisations pour décider des actions à mettre en œuvre. Il a demandé des audiences, sans en informer l'intersyndicale, au Rectorat et à la Région. Cette attitude est contestable et nous la déplorons.

Pour notre part, nous restons sur la même ligne, le travail collectif d'abord, car les tâches sont lourdes et demandent de regrouper nos forces. L'intersyndicale a fait le maximum pour défendre les projets de nos établissements mais aucune ouverture de la part du Rectorat et de la Région, ce qui explique notre vote CONTRE au CAEN du 11 décembre 2013.

MOYENS CONSTANTS...POUR NOUS PLUMER !

Lors des différentes réunions et audiences de ces derniers jours sur la Carte des Formations (GT CTA, Intersyndicale enseignement pro, CAEN), le Rectorat, s'est constamment retranchée derrière les « moyens constants » pour justifier les fermetures, les réductions d'effectifs ou les non-ouvertures de sections ! Pour le SNUEP, ce n'est pas admissible. En effet, comment offrir des perspectives de développement à la voie pro si l'on s'en tient à cette argutie ? Mais plus grave encore : comment admettre l'idée des « moyens constants » alors que notre Académie **a perdu plus de 1800 élèves en enseignement pro après « la rénovation » de la VP : 26 792 élèves dans nos LP et SEP publics en 2008, 24953 en 2013, donc des milliers d'heures et des centaines de postes* ???** Dans nos établissements qui reçoivent ces jours-ci les prévisions d'effectifs (fort injustement orientées à la baisse), difficile de faire avaler ces couleuvres ! Soyons clairs : « moyens constants » signifie donc bien pour l'EN « moyens en forte diminution »...pour nos LP car ils subissent de plein fouet le redéploiement des moyens vers le collège...Ah, rénovation, quand tu nous tiens...à la gorge !

Source : Rectorat de Bordeaux. Pour les 5 EREA, comptabilisés à part, 655 élèves en 2008, 597 en 2013.

On nous parle de moyens constants pour l'enseignement professionnel public mais pas pour le privé et l'apprentissage. Là, pas d'obstacles pour ouvrir des UFA, directement concurrentielles de nos sections, en particulier de CAP, dans nos établissements. Qui va croire que le passage envisagé de 16000 apprentis à 19000 en Région Aquitaine se fera à moyens constants. Il faudra bien réorienter dans ce sens l'utilisation de nos impôts. En fait, si l'on a bien compris, la rénovation de la voie professionnelle ne passe pas par la formation initiale sous statut scolaire mais bien par la relance de l'apprentissage....Il fallait que cela soit dit.

Carte des formations professionnelles : Projets ou décisions ?

Plusieurs indicateurs montrent la volonté de la Région et du Rectorat de ne pas ouvrir la concertation et le dialogue avec les différents partenaires concernés par la carte des formations professionnelles :

- La consigne donnée aux Chefs d'établissements de ne pas communiquer sur les informations reçues relatives à l'évolution de la Carte des Formations.
- La loi de la refondation de l'école prévoit l'association des représentants des personnels dans l'élaboration de la carte. Rien de tout cela, circulez, il n'y a rien à voir !

La Carte des Formations pour la rentrée 2014 comporte encore la fermeture de CAP sans compensation, à Morcenx et à Biarritz, celle d'un Bac Pro à Aire sur Adour dans un domaine industriel très important pour l'emploi et de Mentions Complémentaires à Bergerac et St Jean de Luz. Par ailleurs, aucune prospective ni pour 2014 ni pour 2015. Quand on connaît les possibilités d'insertion dans certains domaines dans notre académie (mis en lumière par l'enquête BMO-Pôle emploi de 2013), quand on parcourt de nombreux écrits à ce sujet, en particulier dans le dernier journal de la Région, quand on écoute notre Ministre parler à plusieurs reprises, depuis la rentrée, de l'excellence de la voie professionnelle et de la nécessité de la relancer, la Carte qui nous a été présentée est donc extrêmement décevante. Aucune prise en compte des demandes d'évolutions de la carte comme à Toulouse Lautrec avec le Bac Pro artisanat et métiers d'art Marchandisage Visuel, ni d'augmentation des capacités d'accueil comme au LP de l'Alba en bac pro des Procédés de la Chimie.

Pour la rentrée 2015, les propositions de transfert de sections de Bac pro Technicien d'usinage d'Eysines à Talence Kastler et de Jurançon à Oloron ne peuvent recevoir notre assentiment car cela va durement pénaliser les élèves et leur famille, tout comme la fermeture envisagée du Bac pro Menuisier Agenceur à Morcenx qui recrute cette année à 12 élèves, preuve de l'implication de l'équipe pédagogique après les mises en garde de l'an passé. Là aussi, il n'y a pas de volonté affichée de mener une politique dynamique d'ouvertures ou de renforcement de sections.

De même, le projet de fermeture du BTS CRSA à Bayonne est incompréhensible dans la mesure où le nombre de formations professionnelles au niveau 3 est notoirement insuffisant dans notre région par rapport aux besoins d'emploi à ce niveau, particulièrement dans le secteur de la mécanique et de l'automatisme

Plus grave encore, les documents sur les prévisions d'effectifs R 2014, remis aux chefs d'établissements ces jours-ci, comportent eux des réductions de capacités d'accueil entraînant la suppression de demi-sections, comme à Pablo Picasso en Gestion administration. Ce n'est pas admissible car sont ainsi camouflées des informations très importantes pour l'accueil de nos élèves et le devenir de nos postes.

Le Conseil Académique de l'EN (CAEN) a donné un avis défavorable sur les projets de la carte des formations professionnelles de la Région et du Rectorat car les différentes propositions des organisations syndicales ont été accueillies par un refus catégorique. Le CAEN a donné un avis défavorable à ces projets : Contre 10 (7 FSU, 2 FO, 1 CGT) ; Abstention 7 (3 UNSA, 1 CFDT, 1 CFTC, 2 autres) ; Pour 2.

Frais de transport : la fin des bons de transport

Ces bons de transport permettaient aux collègues de ne pas avancer les frais de déplacement lorsqu'ils étaient convoqués, par exemple, à des préparations d'examens. Un collègue a contacté le SIEC de Créteil afin d'en savoir plus, voici la réponse de leur direction :

« Monsieur,

Vous avez souhaité avoir des précisions sur l'abandon de l'utilisation des bons de transports SNCF. Cette décision s'inscrit dans le cadre du déploiement et du renforcement du contrôle interne comptable. De plus, la SNCF nous a informés de l'arrêt prochain du dispositif au plan national.

Afin de permettre cette évolution dans de bonnes conditions, le SIEC s'engage à traiter le remboursement des frais de mission dès la réception des pièces justificatives. Les services concernés mettront tout en œuvre pour traiter dans les meilleurs délais les dossiers complets des intervenants qui bénéficiaient jusqu'à présent du dispositif des bons à échanger SNCF. »

Il est tout de même très contestable qu'en pleine période de gel continu du point d'indice, les collègues aient à assumer une avance pour faire leur travail...

PFMP : Problématique posée par un collègue

Un élève a été victime d'un accident du travail. La proviseure du lycée a convoqué en réunion les collègues et leur a demandé de vérifier si l'entreprise du stage respecte les normes de sécurité. Un enseignant est-il habilité à **vérifier qu'une entreprise respecte ou pas les normes de sécurité ?**

Non, l'enseignant responsable de l'élève n'est pas responsable de la sécurité au travail dans l'entreprise.

L'enseignant est responsable de vérifier la pertinence du lieu de stage par rapport à la filière professionnelle de l'élève. L'enseignant n'est pas un inspecteur du travail.

Non, un enseignant n'a aucune compétence, au sens juridique, pour vérifier la fiabilité d'une entreprise.

Orientation vers le lycée professionnel : témoignage d'un collègue

« Un bon élève de ce collège n'était pas sur nos listes à la rentrée, alors que des élèves faibles du même collège étaient chez nous. Dans mon établissement, une place s'étant libérée ce qui a permis l'intégration d'un élève. Ce dernier a été affecté quelques jours après la rentrée, et nous constatons que c'est un des meilleurs élèves de la classe, motivé, au comportement exemplaire. Le conseil de classe du 1er trimestre a entériné cette appréciation. Alors que nous avons cette année des élèves non motivés et au comportement parfois perturbé.

L'explication qui nous est remontée : le principal du collège a utilisé un bonus dans le barème, pour favoriser des élèves qui n'avaient pas un «très bon dossier et par crainte qu'ils ne soient pas pris. »

Si cette stratégie est utilisée couramment, on comprend mieux la difficulté d'enseigner en seconde bac pro...



Dans le cadre de la préparation du congrès national, le SNUEP Bordeaux organise :

- un conseil départemental (40), le 17 décembre 2013.
- un congrès d'étude, le 14 janvier 2014 à Parentis.
- un congrès académique, le 30 janvier 2014 à Langon.

SNUEP infos spécial congrès : Contributions individuelles, académiques, de tendance peuvent être envoyées dès maintenant à : national@snuep.com

Nos salaires !!

« En 2011, un salarié de la fonction publique d'État, ministères et établissements publics confondus, a perçu un salaire net moyen de 2 434 euros par mois en équivalent temps plein, note l'Insee. Entre 2010 et 2011, le salaire net augmente de 2,0 % en euros courants. Mais compte tenu de l'inflation (+ 2,1 % en 2011), le salaire net baisse de 0,1 % en euros constants par rapport à 2010. L'évolution du salaire des enseignants de 2010 à 2011 diminue de 0,5% quant celle des non enseignants augmente de 0,4%. »

Café Pédagogique du 13 décembre 2013

Peillon, après Pisa (Nouvel Obs) : 04 décembre 2013

"Le drame de notre pays, c'est d'être un des plus inégalitaires, reconnaît le ministre. Les élèves en difficulté sont de plus en plus nombreux. En particulier les enfants de l'immigration : ce que nous faisons pour eux est très insuffisant".

Lycée des métiers à Bergerac : la première pierre posée

« Moment symbolique ce vendredi matin à Bergerac, avec la pose de la première pierre du futur lycée des métiers par le président de la Région Aquitaine, Alain Rousset.

Le chantier a débuté il y a quelques mois déjà sur le site de l'ancienne caserne Chanzy. Si tout se déroule comme prévu, il devrait accueillir 360 élèves à la rentrée prochaine, dont plus d'une centaine d'internes.

Ce lycée, qui coûtera 40 millions d'euros (entièrement financés par la Région et) dont le nom reste à trouver, proposera des formations allant du CAP au BTS.

Cet établissement sera le premier lycée public à énergie positive de Dordogne, le second en Aquitaine. Cela signifie qu'il produira plus d'énergie qu'il n'en consommera. » Sud Ouest